

LES POSTES

L'ENQUÊTE SUR L'AUGMENTATION DES TARIFS POSTAUX
EN VUE DE COMPENSER LA DIMINUTION DES
ÉCHANGES POSTAUX

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre sans portefeuille, responsable des Postes.

Étant donné que la dernière hausse des tarifs postaux a eu pour effet de faire disparaître plusieurs périodiques et de diminuer les échanges de correspondance en général, l'honorable ministre pourrait-il dire si son ministère étudie actuellement la possibilité de décréter une nouvelle hausse des tarifs postaux pour combler le déficit occasionné par la diminution des échanges postaux?

L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre sans portefeuille): Monsieur l'Orateur, ce n'est pas nécessairement la hausse du tarif qui a fait baisser le volume du courrier, mais nous étudions la possibilité de décréter une autre hausse des tarifs postaux.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LA PUBLICATION ET LA DIFFUSION DES «NOTES DE
RECHERCHE SEMI-MENSUELLES»

[Traduction]

Mr. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre des Pêches et des Forêts. Qui a autorisé la publication et la diffusion dans tout le Canada des Notes de recherche semi-mensuelles, sous les auspices du ministre de l'Environnement? Il n'y a pas de ministre de l'Environnement. Qui a autorisé cette publication?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Monsieur l'Orateur, je vais me renseigner et répondre au député.

* * *

L'INDUSTRIE

CANADAIR—LES MESURES DESTINÉES À ATTÉNUER LES
DIFFICULTÉS FINANCIÈRES ET À MAINTENIR
LE NIVEAU D'EMPLOI

[Français]

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre du Travail, mais en son absence, je la poserai au très honorable premier ministre.

Étant donné que la compagnie *Canadair* de Montréal a fait connaître ses difficultés financières et qu'elle menace de congédier 6,000 employés, le très honorable premier ministre pourrait-il dire si son gouvernement entend prendre des mesures immédiates susceptibles de pallier cette situation, comme, par exemple, l'achat du CL-215?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, mon ministère fait des efforts considérables pour aider la compagnie *Canadair*, par exemple, sur le plan international, pour stimuler la vente des avions CL-215. Nous en faisons également dans mon ministère pour attirer des États-

Unis des sous-contrats pour la compagnie et y aider la recherche et le développement.

Le ministre des Transports travaille, pour sa part, à développer un programme de restructuration qui s'appliquerait à l'ensemble de l'industrie de l'aviation au Canada en ce qui a trait au «short take off and landing».

M. Valade: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au ministre. Fait-il tout son possible pour empêcher que *Canadair* congédie les 6,000 employés en cause, en vertu de contrats ou d'ententes temporaires?

L'hon. M. Pepin: Monsieur le président, si mon honorable ami est au courant de la situation de l'industrie aéronautique au Canada, aux États-Unis et dans le reste du monde, il sait que cette industrie se heurte présentement à des difficultés considérables, particulièrement à la suite de la réduction des budgets de défense, dans plusieurs pays du monde, en particulier au Canada et aux États-Unis.

Par conséquent, je pense qu'il serait utopique de penser que cette compagnie peut continuer à fonctionner à un niveau d'emploi semblable à celui qui existait en temps de guerre.

M. Valade: Étant donné l'importance de la question, monsieur l'Orateur, je crois que le ministre devrait y répondre. Le gouvernement a-t-il l'intention d'acheter des CL-215, avions amphibies, qui ont déjà été achetés par d'autres pays, pour combattre les feux de forêt?

L'hon. M. Pepin: Monsieur le président, cette question est à l'étude, mais on sait très bien qu'elle présente de réelles difficultés. Certaines provinces, dont le Québec, se sont déjà procuré de ces avions. Si le gouvernement du Canada en achetait, le fait qu'une province se soit déjà équipée causerait des problèmes et, deuxièmement, il se pourrait bien également que quand des feux seraient à combattre à Terre-Neuve, les avions soient en Colombie-Britannique.

* * *

LE LOGEMENT

LES SUBVENTIONS À LA CONSTRUCTION ET LA
RÉDUCTION DE L'INTÉRÊT HYPOTHÉCAIRE

[Traduction]

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au ministre chargé du logement. Je vais poser la question en traînant, pendant qu'il reprend sa place. Le gouvernement va-t-il utiliser une grande partie des fonds attribués aux subventions pour le logement pour appuyer la réduction des taux d'intérêt dans le domaine de la construction de maisons occupées par le propriétaire, comme l'a suggéré aujourd'hui au ministre la Housing and Urban Development Association of Canada?

L'hon. Robert K. Andras (ministre sans portefeuille): Monsieur l'Orateur, les montants énormes mis à la disposition de la Société centrale d'hypothèques et de logement sont, bien entendu, des capitaux d'immobilisation. Il serait difficile d'affecter des capitaux d'immobilisation à un programme portant fondamentalement sur des dépenses. Cependant nous étudions cette proposition depuis quelque temps. Si l'on prend une décision, je l'annoncerai à la Chambre.